

La production porcine espagnole, entre croissance et consolidation

Daniel DARIDAN (1), José Maria GIL (2)

(1) IFIP - Institut du porc, Pôle Economie, 34 boulevard de la gare, 31500 Toulouse

*(2) CREDA-UPC-IRTA, Edifici ESAB, Parc Mediterrani de la Tecnologia, Avinguda del Canal Olimpic s/n
08860-Castelldefels (Barcelona), Espagne*

daniel.daridan@ifip.asso.fr

INTRODUCTION

Vingt ans après l'entrée de l'Espagne dans l'Union européenne, la production porcine espagnole a doublé et le pays est devenu un acteur important sur le marché européen de la viande porcine. Toutefois, des changements sont apparus sur la période récente, qui se traduisent par une stagnation des volumes produits, un plafonnement de la consommation et un renchérissement des coûts.

Après les fortes croissances qu'elle a connues, la production porcine en Espagne serait maintenant entrée dans une ère de consolidation. Elle doit affronter des problématiques communes à celles des autres pays, comme la montée des coûts liés au travail, à l'environnement et aux aspirations sociétales, dans un marché de plus en plus concurrentiel. Il faut aussi ajouter pour le moyen terme, l'incertitude créée par la réforme de la PAC, dans deux directions : une possible baisse de la production céréalière en zones sèches et l'application des mesures agroenvironnementales.

L'article présente les caractéristiques principales de la production porcine en Espagne, ses débouchés, ses facteurs de compétitivité et les grandes évolutions en cours.

1. IMPORTANCE DU SECTEUR PORCIN DANS L'ÉCONOMIE ESPAGNOLE

1.1. Données physiques et humaines

L'Espagne occupe une surface de 506 000 km². En 2005, sa population s'élève à 44,1 millions d'habitants. Le taux d'accroissement naturel est faible (+ 0,15 %), alors que le nombre d'habitants a progressé de 1,1 % cette même année, sous l'effet de l'immigration : 3 millions d'étrangers vivent en Espagne (4 fois plus qu'en 1998). Les nouveaux habitants proviennent maintenant majoritairement d'Amérique centrale et du Sud, principalement de l'Équateur et de Colombie (MAPA 2004).

La densité moyenne est de 85 habitants par km², contre 110 en moyenne pour la France et 230 en Allemagne. Un tiers de la population réside dans les 9 agglomérations de plus de 500 000 habitants et le quart dans les 4 qui dépassent le million de personnes : Madrid (5,0 millions), Barcelone (3,9), Valence (1,4) et Séville (1,1).

Enfin, selon le dernier recensement de 2004, la communauté espagnole compte aussi 1,5 million d'expatriés dans le monde. La plupart réside sur le continent Sud-américain.

Il convient aussi de faire état de l'importance de la fréquentation touristique. En 2005, l'Espagne a accueilli 55,6 millions de visiteurs étrangers (Alves, 2006), un chiffre en hausse de 6 % par rapport à 2004, malgré la réorientation des flux de touristes qui s'est opérée cette année-là vers les nouveaux États-membres de l'Union européenne.

1.2. Chiffres clés de l'économie

L'Espagne va bien. Son Produit Intérieur Brut (PIB), estimé en 2004 à 1 100 millions de dollars US en Parité de Pouvoir d'Achat¹, la place au 6^{ème} rang des économies mondiales (OCDE a, 2005). Il est moins favorable par habitant, à 92 % de la moyenne des pays de l'OCDE, inférieur aux moyennes de la zone euro et des pays de l'UE à 15 (Espagne incluse).

La croissance de l'économie espagnole ne se dément pas. Entre 1994 et 2004 elle a réalisé la meilleure performance de l'Union européenne à 15, avec une progression moyenne de 3,4 % par an de son PIB, largement supérieure à celle de la zone euro (2,3 %) et de l'UE à 15 (2,2 %). Depuis, le rythme s'est maintenu à cette valeur, avec de nouvelles prévisions nationales pour 2006 et 2007 à respectivement 3,7 et 3,5 %.

Les équilibres budgétaires du Pacte de Stabilité et de Croissance de la zone euro sont respectés : l'excédent budgétaire du pays a atteint 1 % du PIB en 2005, contre un déficit de 3 % en France. Il devrait se tasser durant les années à venir, pour atteindre 0,8 % en 2008. La dette publique s'est fortement réduite pour atteindre 43 % du PIB en 2005 (66 % en France). Elle devrait tomber à 36 % du PIB en 2008.

Conséquence de ce développement économique, le chômage a fortement régressé durant la dernière décennie : proche de 24 % de la population active en 1994 (son point culminant), il est estimé à 8,7 % en mars 2006, stabilisé depuis octobre 2005 (Eurostat, 2006). Il existe de forts écarts entre les régions : il est élevé au Sud, alors que l'économie frise le plein emploi au Nord du pays.

Les seules ombres au tableau concernent :

- la balance commerciale, fortement déficitaire, à presque 9 % du PIB en 2005.
- le niveau élevé de l'inflation qui, s'il explique une part du dynamisme de la consommation, contribue aussi à éroder la compétitivité des produits espagnols sur les marchés extérieurs.
- l'endettement des ménages, majoritairement réalisé à taux variable. La remontée en cours des taux d'intérêt dans l'UE alourdit la charge correspondante.

La croissance de l'économie espagnole a été largement stimulée par un coût réel négatif de l'argent, aussi bien à court qu'à moyen terme (Horny, 2006). Face à une inflation annuelle de 3,7 %, le taux central de la BCE à 2,25 % en 2005 (relevé plusieurs fois depuis en 2006 jusqu'à atteindre 3,5 % en décembre) était favorable à la consommation intérieure : même le taux des emprunts à 10 ans avoisinait 3,5 %, guère différent de celui observé en Allemagne (3,4 %) où l'inflation, comme en France, tournait autour de 2 %.

La croissance de l'économie espagnole repose fortement sur la consommation intérieure et sur la construction, plus que sur l'investissement des entreprises. Les prix de l'immobilier

¹ PPA : taux de conversion monétaire permettant d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies. Il exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaire pour se procurer un même "panier" de biens et de services dans différents pays. Il peut être différent du "taux de change" entre les monnaies ([INSEE, http://www.insee.fr](http://www.insee.fr)).

ont doublé durant les dix dernières années, tirés tant par les achats des Espagnols eux-mêmes que par ceux des non-résidents pour l'acquisition de résidences secondaires.

Si d'une façon générale, l'Espagne a créé beaucoup d'emplois durant les dernières années, ceux-ci l'ont été dans des secteurs à faible technicité. Les gains de productivité sont restés faibles, affectant progressivement la compétitivité du pays relativement aux autres pays de l'UE. L'amélioration de la compétitivité se joue maintenant au travers de deux leviers :

- une réforme du marché de l'emploi destinée à réduire l'importance des emplois temporaires,
- une réduction de la « fracture technologique » par un accroissement de l'effort de recherche-développement du pays. En 2003, seulement 1,1 % du PIB de l'Espagne a été investi dans l'innovation, un taux moitié moindre que la moyenne de l'UE. L'objectif est de doubler d'ici 2008 les fonds de l'État destinés à la recherche et de mettre en place, sur des actions stratégiques, des programmes pluriannuels associant les entreprises, les Universités et les centres de recherche (Chambraud, 2006).

1.3. La production porcine dans l'agriculture

Avec une valeur estimée à 4,5 milliards d'euros en 2005 (MAPA d, 2006), la production porcine est la 3^{ème} production agricole en Espagne, derrière l'horticulture (10,2 milliards d'euros, y compris les fleurs) et les fruits, à 5,2 milliards d'euros. Variable selon la conjoncture, sa part dépasse toutefois régulièrement 10 % de la Production Finale Agricole espagnole, contre moitié moins en France (5 %).

C'est la première production animale du pays, avec 57 % des tonnages toutes viandes, et 31 % de la facturation correspondante (seulement 12 % en France). Sa dimension économique réelle est grande au plan social : de l'aliment du bétail à la transformation des produits, la filière porcine représenterait de 130 000 à 150 000 emplois pérennes, des considérations qui comptent dans un pays où le chômage est resté longtemps élevé.

2. UN BILAN PORCIN EXCÉDENTAIRE

Le développement de la production porcine espagnole a accompagné la croissance économique du pays. Depuis

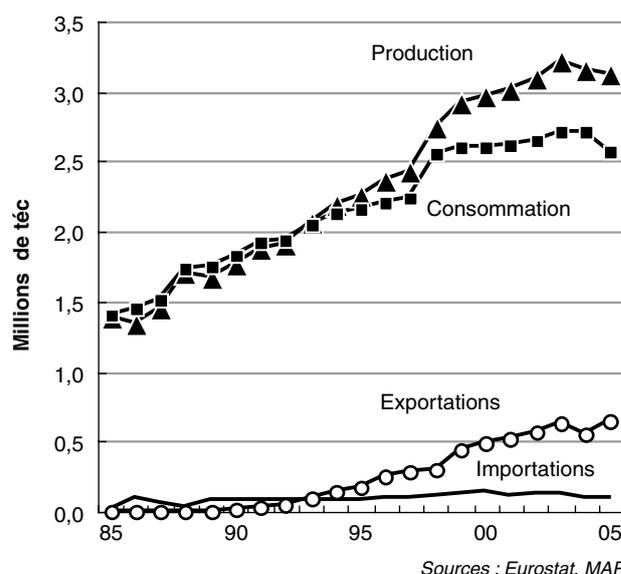
1990, les volumes produits ont augmenté de 80 %, tandis que la consommation intérieure des produits porcins gagnait 50 %, atteignant le niveau le plus élevé d'Europe, à presque 65 kg équivalent carcasse par habitant au début des années 2000.

En 2006 toutefois, c'est-à-dire 20 ans après le début de l'aventure européenne :

- la production porcine semble s'être stabilisée en Espagne,
- la consommation s'essouffle, soutenue durant les dernières années par l'immigration,
- l'exportation continue de se développer.

2.1. Après avoir connu de fortes croissances, la production stagne

La production porcine espagnole de 2005 est évaluée (MAPA d, 2006) entre 3,1 et 3,2 millions de tonnes équivalent carcasse (Tableau 1), très légèrement supérieure aux tonnages abattus du fait d'un solde exportateur du commerce extérieur des animaux vivants. Son évolution est faible depuis deux ans, en baisse de 2 % relativement au dernier point haut atteint en 2003. Elle n'a plus rien à voir avec les très fortes croissances des décennies précédentes (Figure 1)



Sources : Eurostat, MAPA

Figure 1 - Évolution des principaux postes du bilan porcine espagnol

Tableau 1 - Bilan porcine de l'Espagne

1 000 téc	1990	2003	2005*	%03/90	%05/03
Production	1 776	3 217	3 118	81	-3
Exportations en vif	5	57	90	(ns)	59
Importations en vif	17	29	25	67	-14
Abattage	1 789	3 190	3 053	78	-4
Exp viandes et PT	32	580	559	(ns)	-4
Imp. Viandes et PT	101	102	77	1	-25
Variation stocks	0	7	0		
Consommation	1 858	2 697	2 570	45	-5
Solde	-82	521	548		5
Population (millions)	39,9	42,7	44,1	7	3
Conso kg/hab/an	46,6	63,3	58,3	36	-8

(*) Valeurs provisoires (novembre 2006) PT = produits transformés

Sources : Eurostat, MAPA, et INE

qui ont vu la production augmenter de façon continue de 80 % entre 1990 et 2003.

Le bilan d'approvisionnement est devenu excédentaire en 1993, un an avant la France. En 2005, il dépasse 120 % de la consommation intérieure.

2.2. L'importation se maintient, à petit niveau

À l'importation, les besoins de l'Espagne sont stationnaires, 9 fois moins élevés que les volumes exportés. Les achats sont constitués pour moitié de pièces, dont deux tiers sont des jambons et des longes.

Les importations d'animaux d'élevage (porcelets et reproducteurs) sont caractéristiques de la demande espagnole. Avec le développement du naissage, les achats de porcelets se sont réduits ces dernières années. Ils restent encore élevés, à plus de 600 000 têtes en 2005, principalement couverts par les Pays-Bas (82 %) et dans une moindre mesure par l'Allemagne (16 %). La France est peu présente sur ce marché : 2 % en 2003, à peine 1 % en 2004 et presque rien en 2005 (0,2 %). La part française est par contre plus élevée pour les reproducteurs avec 15 % des fournitures en 2005, un marché également dominé par les Pays-Bas (70 %).

Le marché espagnol des reproducteurs est très dépendant de l'extérieur. Durant les dernières années, des schémas français de génétique ont noué des partenariats avec de grandes entreprises espagnoles. À l'inverse, celles-ci prennent aussi des participations dans des groupes de génétique à dimension internationale. C'est un facteur de rapprochement des performances techniques des élevages avec celles des autres pays.

Le marché du porc en Espagne est caractérisé par de fortes saisonnalités, tant des échanges que des prix. Avec le tourisme, les besoins intérieurs sont élevés durant l'été, alors que les quantités produites se réduisent, même en élevages professionnels. Les importations de porcs vivants destinés à l'abattage s'accroissent entre mai et juillet/août. À cette époque de l'année l'Espagne figure régulièrement en tête des cotations européennes du porc abattu. Passé l'été, les prix s'effondrent, tandis que l'exportation regagne de l'activité. Les mois d'hiver correspondent à un regain d'importation de porcelets, pour remplir les bâtiments d'engraissement qui quelques mois plus tard vont alimenter la demande estivale.

2.3. Les exportations s'envolent

L'expérience de l'Espagne à l'exportation est récente. Pour des raisons sanitaires, l'autorisation d'exporter au sein de l'UE s'est faite en deux temps : de façon partielle en 1989, puis pour tout le territoire en 1995. Les exportateurs espagnols se sont d'abord installés sur leurs marchés de proximité, Portugal et France, puis plus éloignés (Allemagne et Italie).

L'essentiel des volumes (90 %) est destiné aux pays de l'Union européenne. Les entreprises espagnoles sont aujourd'hui devenues les principaux fournisseurs étrangers de viande

fraîche pour la charcuterie salaison française. Portés par un coût avantageux de la main d'œuvre, les découpeurs ont progressivement accru l'élaboration de leurs produits vers des viandes de plus en plus désossées, prêtes à l'emploi.

L'Espagne vise maintenant à diversifier ses débouchés sur le marché mondial et les premières données de 2006 matérialisent cette évolution, avec un accroissement des ventes aux pays tiers. Une organisation se constitue pour aider les entreprises à développer l'exportation des produits transformés secs, caractéristiques de l'industrie de transformation, tels que le jambon Serrano. La mise en place dans le temps des différentes Appellation d'origine (DOP : Denominaciones de Origen Protegidas) a contribué à organiser la production de ces produits à forte valeur ajoutée.

2.4. La consommation stagne

Entre 1985 et 1998, la consommation de viande porcine s'est accrue de 82 % en Espagne. Depuis elle a peu évolué, de moins de 1 % entre 1998 et 2005, ayant semble-t-il atteint son apogée en 2004. Mais du fait de l'accroissement de la population qui a gagné 3,6 millions d'habitants durant les cinq dernières années, la consommation unitaire régresse régulièrement depuis le début des années 2000. En 2005, elle serait tombée à environ 58 kg équivalent carcasse par habitant, contre 64 kg en 2000 (MAPA d, 2006). Elle reste toutefois importante, la plus élevée dans l'Union européenne, voire au niveau mondial.

Au niveau du consommateur, le Panel commandité depuis 1987 par le MAPA² suit régulièrement l'évolution de la consommation alimentaire, selon les différents produits et canaux de distribution.

En 2005 (MAPA b, 2006), un tiers de la dépense alimentaire des Espagnols était dû aux produits de l'élevage. Parmi ceux-ci, les viandes constituent le premier poste avec un peu plus de 21 % du budget total tous circuits confondus des consommateurs, c'est-à-dire à domicile et hors foyer (restaurants, collectivités...).

Sur 52 kg de produits carnés consommés par personne à domicile en 2005, le porc occupe le haut du panier avec 42 % du volume et la moitié de la dépense correspondante (Tableau 2). D'une façon plus large, les viandes blanches dominent la consommation des Espagnols et il convient de noter que chaque année, plus de 28 kg de produits de la pêche sont également consommés par personne, dont plus de 16 kg de poissons.

Si la quantité totale de viandes consommées par personne (toutes espèces) est restée relativement stable durant la dernière décennie, celle du porc s'est légèrement accrue, au détriment des autres viandes. Une substitution s'est cependant produite entre la viande fraîche de porc qui a progressé de moitié entre 1995 et 2005 et les produits transformés (essentiellement à base de porc) qui ont perdu presque 20 % sur l'intervalle. Les crises qu'ont vécues les autres espèces sur la période ont poussé la consommation de viande porcine, en substitution. Toutefois, la hausse de presque 3 % du prix

² Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación (Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation)

Tableau 2 - Consommation des produits carnés à domicile en Espagne

/personne/an	1995	2005	%05/95
Quantités en kg			
Totales toutes espèces	52,2	52,0	0
dont Viande de porc	7,2	10,9	52
dont Produits transformés	13,3	11,0	-17
dont Autres viandes	31,7	30,1	-5
Part des produits du porc	39 %	42 %	
Dépenses en euros			
Totales toutes espèces	230,07	308,70	34
dont Viande de porc	29,71	61,33	106
dont Produits transformés	76,23	89,12	17
dont Autres viandes	124,14	158,25	27
Part des produits du porc	46 %	49 %	

Source : Panel MAPA

de la viande de porc achetée par le consommateur entre 2004 et 2005 a provoqué une baisse du même ordre de grandeur des quantités achetées (- 3 %).

En dix ans, le prix unitaire de la viande fraîche a augmenté de 36 % et la dépense correspondante a plus que doublé sur la période. Le prix moyen des produits transformés s'est davantage accru, de 41 %, sous l'effet de différents facteurs, parmi lesquels l'amélioration de la qualité, une plus grande valeur ajoutée liée au développement de labels régionaux, en sus des DOP, et l'évolution des conditionnements et présentations vers davantage de produits prêts à consommer.

Au plan des canaux de distribution, les grandes surfaces occupent une place encore modeste sur le marché de détail de la viande de porc, de l'ordre de 45 % des ventes. Les supermarchés dominent, avec 33 % de la valeur des achats, contre 13 % aux hypermarchés, une situation qui n'évolue pas rapidement. Les magasins spécialisés (bouchers et charcutiers) occupent encore 40 % du marché, tandis que l'auto-consommation reste élevée, à 12 %.

Les quantités de viande de porc consommées à domicile varient selon un certain nombre de déterminants (Tableau 3). Les aspects régionaux sont marqués. L'écart entre les régions les plus consommatrices et les plus faibles dépasse la valeur de la moyenne nationale. Parmi les premières se trouvent les régions d'élevage : la Galice et Castille-léon culminent à plus de 17 kg, précédant de peu l'Estrémadure (15,3 kg). Parmi les plus faibles, les régions de Murcie et Madrid ne consomment que 8 à 9 kg par personne. Ce sont aussi des zones urbaines, moins favorables à la consommation de la viande de porc. D'autres facteurs conditionnent le niveau de consommation, dont certains ne sont pas indépendants. Par exemple, l'âge de la maîtresse de maison (moins de 35 ans) et le fait qu'elle travaille à l'extérieur du foyer sont des facteurs défavorables, tout comme les pouvoirs d'achat les plus bas. Compte tenu de l'évolution des modes de vie, ces facteurs sociaux permettent d'anticiper une régression de la consommation à domicile de la viande de porc, dont une partie peut être relayée par la montée d'autres modalités, comme la restauration collective (hôtels, restaurants et institutions).

Tableau 3 - Facteurs de variation de la consommation de viande fraîche de porc en Espagne (année 2004)

kg/capita	Valeurs	Écarts
Moyenne Espagne	11,20	0,0
Effet région		
La plus élevée	17,5	6,3
La plus faible	4,9	-6,3
Taille de l'habitat		
< 2 000 habitants	16,8	5,6
2 000 à 10 000	13,1	1,9
10 000 à 100 000	11,0	-0,2
100 000 à 500 000	9,8	-1,4
> 500 000 habitants	8,8	-2,4
Travail de la femme		
En dehors du foyer	9,7	-1,5
Au foyer	12,2	1,0
Age de la maîtresse de maison		
Moins de 35 ans	8,3	-2,9
De 35 à 49 ans	11,7	0,5
De 50 à 64 ans	12,6	1,4
65 ans et plus	11,7	0,5
Statut socio-économique		
Bas	8,3	-2,9
Moyen- bas	11,7	0,5
Moyen	12,6	1,4
Élevé et moyen-haut	11,7	0,5

Source : Panel MAPA

En 2005, cette dernière représente presque 21 % des quantités totales de viandes et produits carnés toutes espèces consommées en Espagne. En 2000, cette part était plus réduite, à 18 %. En porc, la restauration collective écoule 18 % des quantités de viande fraîche consommées, une part stable depuis 2000, mais 25% des quantités de produits

transformés, en progression régulière de presque 1% de part de marché par an sur la période récente (21 % en 2000).

L'inflation élevée et l'évolution des indices économiques rendent probable pour le court terme une réduction du pouvoir d'achat du consommateur espagnol, peu favorable au développement de la consommation des viandes.

A long terme, les projections démographiques (OCDE b, 2005) pointent sur une réduction prévisible de la population. En prenant comme base la pyramide des âges de la population autochtone, il devrait y avoir 5 millions de personnes en moins en Espagne à l'horizon 2010-2015. Le nombre d'habitants sera modulé par l'évolution de l'immigration. Les experts s'attendent à une diminution significative de la consommation des viandes et des produits carnés dans les années à venir.

2.5. Un enjeu stratégique

Face aux incertitudes de la consommation, l'exportation se révèle être un enjeu stratégique. Son développement suppose toutefois de régler un certain nombre de défis sanitaires. Les derniers épisodes de peste (en 1997 et 2001) ont en effet montré que la reconquête des parts de marché nécessitait beaucoup de temps et d'efforts, sans commune mesure avec la rapidité de la perte (MAPA b, 2006).

L'éradication de la maladie d'Aujeszky, dont la prévalence reste encore élevée dans certaines parties du territoire, s'inscrit dans cette démarche, dans la crainte que sa présence ne constitue un handicap à l'exportation vers les pays ou zones officiellement indemnes, en Europe et dans le monde. Un plan volontaire a été mis en place, dont les premiers effets sont officiellement attendus pour la fin 2007 dans certaines Communautés, et pour lequel la restructuration en cours des élevages vers des unités de plus grande dimension constitue un facteur favorable de maîtrise.

3. DYNAMIQUE, STRUCTURES ET ORGANISATION DE LA PRODUCTION PORCINE

3.1. Premier cheptel reproducteur européen, mais deuxième production

Premier cheptel européen pour le nombre de truies, l'Espagne arrive au second rang pour les effectifs porcins totaux (25 millions d'animaux) et la production (quasiment 40 millions de porcs, 3,1 millions de tonnes équivalent carcasse), derrière l'Allemagne. La productivité apparente du cheptel espagnol paraît donc plus faible.

En 15 ans, de 1990 à 2005, le nombre de truies s'est accru de 40 % et le nombre de porcs à l'engrais de 65 %. Dans le même temps, la production a progressé de 80 % en tonnage, combinant des gains de productivité à différents niveaux.

Il existe deux types de productions qu'il importe de différencier : intensive (92 % des effectifs animaux), répartie sur tout le territoire, et extensive (2 millions de têtes, 8 % des porcs), basée sur la race Ibérique et principalement localisée dans 3 régions. La croissance de l'élevage extensif du porc a été

plus importante, avec un doublement des truies en 15 ans, mais avec des écarts importants certaines années dus aux variations des ressources fourragères induites par le climat.

3.2. Une production répartie sur le territoire, malgré l'existence de grands bassins

La production porcine espagnole est répartie sur tout le territoire (Figure 2), mais 60 % des effectifs sont concentrés dans les 3 Communautés du Nord : Catalogne (25 %), Aragon (18 %) et Castille-Léon (14 %). L'Aragon a été une zone d'expansion récente pour les intégrateurs catalans et de Navarre, contraints dans leur développement territorial par l'environnement. Son cheptel a plus que doublé entre 1990 et 2005 (multiplié par 2,4) et sa croissance s'est à peine ralentie durant les dernières années. D'autres régions ont également connu de fortes croissances sur la période récente, comme Murcie qui a doublé son cheptel en 15 ans et Castille-La Manche qui, forte de ses céréales et de ses espaces, a vu le sien augmenter de 70 % sur la même période. Par contre, d'autres régions stagnent depuis 2000, comme la Catalogne où se rencontrent les plus fortes densités porcines et où les contraintes concernant l'environnement se renforcent. Un moratoire à la création et à l'extension de nouveaux élevages a même été mis en place il y a quelques années.

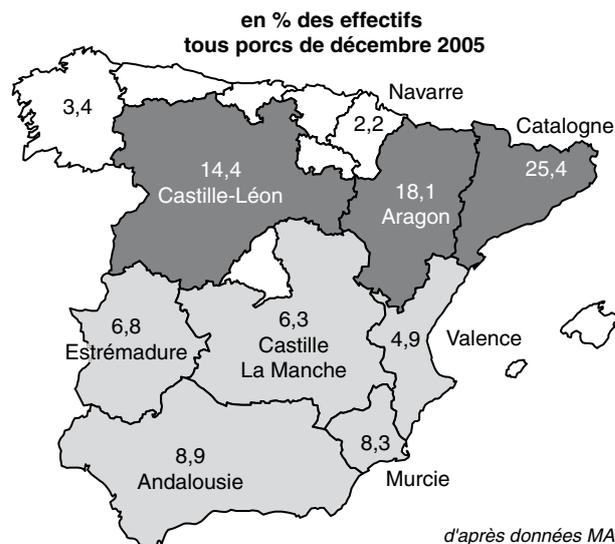


Figure 2 - Part des Communautés dans le cheptel porcine de l'Espagne

3.3. Des élevages de grandes dimensions côtoient de petites unités, de moins en moins nombreuses

En juillet 2006 (MAPA c, 2006), sur un peu plus de 30 000 exploitations porcines officiellement présentes dans le registre des élevages (REGA), 45 % étaient spécialisées sur l'engraissement et 55 % détenaient des truies. Ces dernières se partageaient par tiers entre les naisseurs engraisseurs purs (16 % du nombre total d'élevages de porcs), les naisseurs purs (19 %) et les mixtes (19 % également).

Les structures d'élevages se concentrent et se spécialisent. En dépit de la survivance de nombreux petits élevages,

L'Espagne est le pays de l'Union européenne qui compte le nombre le plus élevé de grandes unités ayant des truies. Leur développement récent s'est fait depuis l'épisode de peste porcine de 1997, afin de réduire la dépendance extérieure du pays en porcelets et limiter les risques sanitaires liés aux échanges. Ils visent à fournir de grands lots d'animaux destinés à peupler en une fois les bâtiments d'engraissement, à partir d'une seule origine, permettant de réduire les coûts et de mettre en œuvre des économies d'échelle.

Du fait de ses besoins plus réduits en main d'œuvre, l'engraissement est souvent réalisé à temps partiel, en complément ou non d'une autre activité agricole principale.

Les seuils sont élevés : la procédure d'autorisation administrative qui s'applique aux installations classées au plan de l'environnement, est calée sur les seuils de la directive IPPC³, à 750 places de truies ou 2 000 places de porcs à l'engrais. La taille des élevages est limitée (RD 324/2000) à 864 UGM⁴ par exploitation, soit 3 465 truies en système naisseur lorsque les porcelets sont vendus au sevrage.

3.4. L'intégration, un modèle bien établi

La pratique très répandue de l'intégration en Espagne nécessite de faire la distinction entre les notions d'«éleveur» et de «producteur». L'éleveur, celui qui élève les animaux, peut être indépendant ou intégré. Dans le premier cas, il est propriétaire des animaux dont il s'occupe et, les commercialisant lui-même, il assume les risques de marché et de revenu. Il est alors également producteur.

Dans la seconde situation, l'éleveur propose un service en mettant à disposition son ou ses bâtiments, et son travail. En échange, il perçoit une indemnité, négociée selon la nature et l'ancienneté des bâtiments, sa compétence technique... qui déterminent les performances, mais aussi selon l'état du marché. Le producteur est alors l'entreprise propriétaire des animaux et qui les commercialise, appelé intégrateur. Le besoin en fonds de roulement correspondant à la valeur des animaux en stock, de l'aliment consommé, aux vaccins et traitements est assuré par l'intégrateur. L'éleveur intégré gère les contraintes, notamment le devenir du lisier et désormais, les coûts liés à l'équarrissage.

L'intégration peut être proposée par une industrie d'amont (aliment du bétail...) ou d'aval (abattage, découpe, transformation...). Elle peut aussi être horizontale : afin d'adapter leur chargement aux contraintes locales d'environnement, des éleveurs producteurs peuvent faire réaliser à façon tout ou partie du post-sevrage et/ou de l'engraissement par d'autres éleveurs. Des coopératives peuvent être amenées à développer l'intégration face à la demande d'éleveurs qui y trouvent des facilités ou pour accroître leur activité, à l'instar des entreprises privées.

Périodiquement, les services statistiques de Catalogne analysent les caractéristiques de propriété des animaux présents dans les élevages. En 2003 (DARP, 2005), l'intégration concernait 56 % des élevages porcins de Catalogne, pour 72 % des places d'engraissement et 25 % des places de

truies. La quasi-totalité des élevages orientés vers l'engraissement travaille en intégration : 85 % des exploitations pour 87 % des porcs. C'est dans les provinces de Lérida et de Tarragone que la pratique est la plus développée, proche de 90 % tant des élevages que des places de porcs à l'engrais.

La situation est plus contrastée pour les élevages de truies, pour lesquels 24 % sont intégrés, pour 25 % des places de truies. La province de Gérone comporte la plus forte pénétration de l'intégration qui concerne 40 % des élevages, mais dont la taille est plus faible que celle des autres élevages puisque ne s'y retrouvent que 18 % des places de truies. C'est dans la province de Barcelone, où se trouve la plaine de Vic (un des deux épicentres de la production porcine catalane avec la zone de Lérida), que l'intégration est la moins développée avec seulement 13 % des élevages de truies et 73 % des engraisseurs, pour des parts de cheptel équivalentes (14 % des truies et 74 % des porcs).

3.5. Les coûts de revient se sont accrus

L'avantage compétitif qu'avait la production porcine espagnole sur ses concurrentes européennes, estimé entre 5 et 10 % du coût de revient français en 2001/2002 (ITP, 2002) s'est fortement réduit. Historiquement, il était dû à de moindres valeurs investies en bâtiments et équipements et au coût avantageux de la main d'œuvre, en dépit de prix d'aliments élevés et de performances techniques moyennes plus faibles.

Aujourd'hui, l'ordre de grandeur en Espagne du coût de revient du porc à la production est de 1 euro par kg vif, atteint fin 2003-début 2004 (SIP, 2005) quand l'aliment s'est renchéri sous l'effet de la sécheresse qui a touché les récoltes 2003 de l'Union européenne. En 2005 et début 2006, ce coût est resté comparable, car la sécheresse a persisté les années suivantes en Espagne et le coût de l'aliment y est resté très élevé. Exprimé au kg de carcasse, ce coût de revient correspond à 1,30 euro, soit un niveau tout à fait comparable à celui des élevages français, voire même supérieur sur la période récente (IFIP, 2006).

L'Espagne est très dépendante de l'extérieur pour ses besoins en matières premières destinées à l'alimentation animale, ce qui constitue un handicap et se traduit par un coût élevé de l'alimentation. En 2005, le prix moyen de l'aliment d'engraissement a été 25 % plus cher qu'en France (SIP, 2006). L'alimentation représentait 62 % du coût de revient total du porc charcutier, contre 57 % en France où elle a atteint cette année là sa plus faible contribution historique.

Mais l'évolution conjoncturelle des coûts alimentaires n'est pas la seule responsable.

Le coût de la main d'œuvre s'est fortement accru, tandis que les investissements se renchérisent progressivement. Contrairement au prix de l'aliment, ces évolutions apparaissent irréversibles.

L'investissement devient un ticket d'entrée de plus en plus élevé dans l'activité. Les nouvelles normes bien-être s'appli-

³ Integrated Pollution Prevention and Control ⁴ Unidad de Ganado Mayor, équivalent des UGB azote en France

quent désormais aux nouvelles unités et à partir de 2013 elles s'imposeront à tous les élevages. Elles entraîneront l'arrêt d'activité d'un certain nombre d'entre eux qui ne pourront pas résister aux surcoûts correspondants.

Enfin, la difficulté actuelle à trouver de la main d'œuvre salariée compétente, qu'il faut former et motiver pour la conserver, constitue un frein à l'activité, qui en Espagne aussi devient de plus en plus prépondérant.

Du côté des produits, les prix payés aux producteurs ne sont plus tout à fait ce qu'ils étaient. Si le marché de Lérida continue d'être la référence pour tous le pays, des moins-values croissantes s'y appliquent. Les ventes en vif sont la base des transactions, en l'absence de l'utilisation généralisée de systèmes de pesée, classement et marquage dans les abattoirs. Des changements sont en cours, avec la mise en place courant 2006 en Catalogne d'un système correspondant (SIPCAP), qui devrait être opérationnel en 2007 (DARP, 2005).

L'intégration est une caractéristique majeure de la production porcine espagnole qui règle les relations entre les acteurs. Elle concentre la valeur ajoutée entre un petit nombre d'opérateurs. Si des références récentes (Iguacel, 2005 a et b, Sierra, 2005) mettent en évidence son intérêt pour l'éleveur, elles posent aussi indirectement la question de son efficacité économique globale dans un contexte qui nécessitera de plus en plus de compétitivité de la part de ses acteurs (frais spécifiques liés aux transports des animaux, de l'aliment, au suivi, performances techniques variables, surenchères sur les bons élevages...).

C'est sans doute pourquoi un nombre croissant d'entreprises d'amont s'engage dans des démarches de valorisation à l'aval profitant, pour le moment encore, de la relative dispersion de la distribution alimentaire.

CONCLUSION : LA PRODUCTION PORCINE ESPAGNOLE FACE À SON AVENIR

Une question reste posée à l'issue de ce tour d'horizon de la production porcine en Espagne : passée la conjoncture défavorable des dernières années sur l'aliment, son développement peut-il reprendre ? Autrement dit, quels seront les effets des réglementations et contraintes qui s'exercent de plus en plus sur la production ? Le développement rapide des dernières années n'était-il pas aussi une course de vitesse pour entrer dans l'activité et prendre des positions avant que ces mêmes contraintes ne se renforcent ?

Le scénario partagé par les observateurs est que la production porcine en Espagne devrait au mieux se maintenir, voire tendre à légèrement diminuer dans les prochaines années, ce qui ne manquera pas de modifier, comme dans les autres pays européens, la logique économique : passage d'une économie de croissance à une économie de valeur ajoutée, par la réduction des coûts, l'amélioration de la productivité aux différents maillons des filières et la recherche de nouvelles valorisations.

Dans cette perspective, l'intensification des actions de recherche, l'amélioration de la connaissance des pratiques et des résultats dans les élevages, l'évaluation des marges de progrès, la formation initiale et continue des salariés, l'encouragement à l'initiative des futurs producteurs sont autant de leviers d'action qui conditionneront l'évolution à venir de la production et des filières porcines en Espagne.

Les structures de la Recherche et du transfert technologique ont plus que jamais un rôle à jouer dans cette perspective.

REMERCIEMENTS

Aux collègues du CREDA, de l'IRTA pour leur appui méthodologique et technique. Étude co-financée par l'Office de l'Élevage.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Alves, 2006. «L'Espagne a accueilli 55,6 millions de touristes en 2005», Alves José, Revue Les Echos, 24 janvier 2006.
- Chambraud, 2006. «L'Espagne de M. Zapatero tente de combler son retard technologique et sa faible productivité», Chambraud Cécile, Journal Le Monde, 04 mai 2006 (via Internet).
- DARP, 2005. Bases per a la definició d'un sistema de pesatge i classificació de canals porcines. Una proposta de futur per al sector porcí català. Generalitat de Catalunya, Departament d'Agricultura, Ramaderia y Pesca. 2005. 512 p.
- Eurostat, 2006. «Le taux d'inflation annuel de la zone euro en baisse à 2,3 %. L'UE 25 stable à 2,2 %», Communiqué de presse Eurostat, STAT/06/34, 16 mars 2006 (via Internet).
- Horny, 2006. «L'Espagne veut encore croire aux miracles économiques», Horny Gérard, Revue Investir N° 1674, 4 février 2006, p. 37.
- ITP, 2002. Produire du porc à coûts faibles : dans quelles conditions ? Situation en France, comparaisons internationales, perspectives. Claudie Gourmelen, JP van Ferneij, H Marouby, D Daridan, O Tefène, M Rieu. Rapport d'étude ITP/OFIVAL. Les études économiques de l'ITP, septembre 2002, 66-80.
- IFIP, 2006. La production porcine en Espagne : structures, coûts et résultats. D Daridan, Claudie Gourmelen. Rapport d'étude IFIP/OFIVAL, 75 pages. A paraître.
- Iguacel et al, 2005 a. Resultados económicos del ganadero de porcino de cebo integrado. F Iguacel, Ana Picot y M Gil, Centro de Técnicas Agrarias, Unidad de Ganaderia Monogástricos y Unidad de Gestion de explotación, del Departamento de Agricultura y Alimentación del Gobierno de Aragón, 2005. Informaciones técnicas, N°155, 8 pp.
- Iguacel et al, 2005 b. Resultados económicos del ganadero de porcino de producción de lechones en integración. F Iguacel y Ana Picot, Centro de Técnicas Agrarias, Unidad de Ganaderia Monogástricos, del Departamento de Agricultura y Alimentación del Gobierno de Aragón, 2005. Informaciones técnicas, N°161, 8 pp.
- MAPA, 2004. Los hábitos alimentarios de los inmigrantes en España. Résumé et diaporama, octobre 2004 (accessible Internet sur le site www.mapya.es).

- MAPA a, 2006. El sector porcino español en el contexto de la exportación, Esperanza Orellana. Présentation au Congrès Europorc, Vic, 24 mai 2006.
- MAPA b, 2006. La alimentación en España. Año 2005. Résumé et diaporama, mars 2006 (accessible Internet sur le site www.mapya.es).
- MAPA c, 2006. El sector porcino y su entorno, Esperanza Orellana. Présentation au Congrès Vicporc, Vic, 29 et 30 novembre 2006 (accessible Internet sur le site www.mapya.es)
- MAPA d, 2006. Données statistiques (Macromagitudes, Balance de abastecimiento de carne de cerdo en España, Datos de coyuntura del sector porcino en España y la UE...), décembre 2006 (accessible Internet sur le site www.mapya.es).
- OCDE a, 2005. «OECD in Figures. 2005 edition. Statistics on the member countries», OECD Observer, 2005/Supplement 1 (via Internet).
- OCDE b, 2005. «Se préparer au vieillissement», L'observateur de l'OCDE N° 252/253, novembre 2005 (via Internet).
- Sierra et al, 2005. El sector porcino en Aragón. Problemática técnica, económica y ambiental. I Sierra, Marta Espada, JM Gil, F Orús, P Pérez y L Roldán, 2005. Ed : Prensas Universitarias de Zaragoza. 122 pp.
- SIP, 2005. Costes en producción porcina. J Font y J Bernaus, 2005. Porcpress. Ediciones Veterinarias (EDIVET), 65 pp.
- SIP, 2006. Communications personnelles.

